



(VAUCLUSE)

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'APT,

REF: RJ/EC

N° 012922

Stationnement et circulation réglementés afin d'effectuer des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement dans les sous-sols des boulevards Camille Pelletan et Elzéar Pin et Maréchal Joffre, rue des Bassins et avenue des Druides, travaux réalisés par les entreprises SNPR et BRIES TP.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles, L.2122-18, L.2131-1, L.2122-24, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-2, L.411-1, R.110-2, R.411-25 à R.411-28, R.417-10,
Vu le code de la Voirie Routière, notamment les articles L.116-1, L.116-2, L.141-1 et R.116-2,
Vu le code pénal, notamment ses articles R.610-1 et R.610-5,
Vu le code de la justice administrative, notamment les articles L.212-2, R.421-1, R.421-2 et R.421-5,
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière,
Vu le Décret n° 2022-1097 du 30 juillet 2022 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé.
Vu la délibération n°2736 du 20 juillet 2021 relative à l'élection de Madame VERONIQUE ARNAUD DELOY en tant que Maire,
Vu l'arrêté n°12009 du 22 juillet 2021 portant délégations de signature à Monsieur Franck Cheveau, Directeur des services techniques,
Vu l'arrêté municipal n°12875 relatif à une permission de voirie délivrée au Président de la Communauté des Communes réglementés afin d'effectuer des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement dans les sous-sols des boulevards Camille Pelletan, Elzéar Pin et Maréchal Joffre, rue des Bassins et avenue des Druides,
Vu la demande formulée par le responsable de l'entreprise SNPR dont le siège est situé 456 avenue de Perréal à APT (84400).

Affiché le :

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire est tenu de veiller à la sûreté et à la commodité du passage dans les rues et places publiques d'une part, et que d'autre part, il exerce la police de la circulation sur les voies communales en application des articles L.2213-1 et L.2213-2 du même code,
CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement dans les sous-sols des boulevards Camille Pelletan, Elzéar Pin et Maréchal Joffre, rue des Bassins et avenue des Druides,
CONSIDÉRANT que ces travaux sont susceptibles d'entraîner une gêne pour la circulation et le stationnement,
CONSIDÉRANT que pour le bon déroulement de ces travaux, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation,
CONSIDÉRANT les mesures prescrites pour faire face à l'épidémie de covid-19 instaurées par l'Etat ; qu'en l'espèce les activités autorisées doivent fournir à leur personnel les matériels de protection et d'hygiène d'une part, et d'autre part, veiller au respect des gestes barrières.
CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire de veiller, d'une part, au respect de l'usage des voies publiques sur le territoire de la commune, et d'autre part, d'assurer la sécurité publique de ces administrés,
CONSIDÉRANT que pour ces motifs, il convient que des dispositions soient prises pour assurer la sécurité en réglementant la circulation et le stationnement.
Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de la commune d'Apt,

ARRÊTE

Article 1 : Les responsables de l'entreprise SNPR et de l'entreprise BRIES sont autorisés à effectuer des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement dans les sous-sols des boulevards Camille Pelletan, Elzéar Pin et Maréchal Joffre, rue des Bassins et avenue des Druides.

Article 2 : L'arrêt ou le stationnement sera interdit et considéré comme gênant au sens du code de la route, sur les voies mentionnées à l'article 1° du présent arrêté, et ce, dans le périmètre du chantier, **du 02 novembre 2022 au 26 mai 2023 du lundi au vendredi, de 08 heures 00 à 18 heures.** Cette interdiction ne s'appliquera pas aux véhicules et engins des entreprises chargées de la réalisation des travaux.

Article 3 : La circulation sera réglementée **du 02 novembre 2022 au 26 mai 2023, du lundi au vendredi de 8 heures 00 à 18 heures.**

-Travaux boulevard Elzéar Pin de la semaine 44 à la semaine 51.

La circulation sera interdite et la route sera barrée. Des panneaux route barrée seront mis en place à chaque extrémité de la voie,
Une déviation sera mise en place par le Cours Lauze de Perret, l'avenue de Saignon et la rue de la Marguerite.

-Travaux boulevard Camille Pelletan de la semaine 48 à la semaine 04/2023 et boulevard Maréchal Joffre de la semaine 01 à la semaine 07.

La circulation sera alternée et régulée par feux ou piquets de type K10
La vitesse sera limitée à 30 km / h,
Tout dépassement de véhicule sera interdit

-Travaux avenue des Druides et rue des Bassins de la semaine 05 à la semaine 12.

La circulation sera interdite rue des Bassins (partie basse).
Des panneaux route barrée seront mis en place à chaque extrémité de la voie,
Une déviation sera mise en place par le chemin Saint Vincent, le chemin René Char et l'avenue des Druides.

Prescriptions :

Sur l'ensemble du chantier, les tranchées devront être refermées tous les soirs au niveau de la chaussée pour assurer la sécurité des usagers.

La circulation devra être rétablie le vendredi 02 décembre 2022 à 16h00 jusqu'au lundi 05 décembre 2022 à 08h00 pour la Fête des Lumières.

Les travaux seront interdits pendant la période de Noël du 19 décembre 2022 au 02 janvier 2023.

Article 4 : La circulation devra être rétablie le soir à 18 heures jusqu'au lendemain à 8 heures 00.

Article 5 : L'accès aux propriétés privées sises dans le périmètre du chantier sera possible le soir.

Article 6 : Les dispositions suivantes seront applicables pendant la durée de l'autorisation :

- Les déblais de chantier non utilisés, provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux ;
- Un passage de 1,50 mètre sera laissé libre pour la circulation des piétons ;
- Le chantier sera matérialisé par des panneaux de signalisation temporaire et protégé par un périmètre de sécurité (panneau de type K2 ou/et K8) ;
- Toutes les dispositions seront prises par le pétitionnaire pour éviter des chutes de décombres ou de matériaux sur la voie publique, ainsi que la propagation des poussières du chantier. Les mesures de protection nécessaires et réglementaires seront prises par le pétitionnaire pour assurer la sécurité des piétons et de son personnel ;

En fin de journée, la voie publique devra être parfaitement nettoyée.

Prescriptions techniques additionnelles suite à un bâtiment en péril, applicables aux travaux de remplacement des conduites de la rue des Bassins à partir de la RD114 et sur 85ml:

- Tout terrassement au BRH est strictement interdit
- La tranchée devra être implantée et réalisée à l'opposé du péril, soit le plus à droite possible en montant la rue des Bassins

- Le remblaiement devra être réalisé obligatoirement avec un matériau autocompactant afin de supprimer les vibrations lors du remblaiement, depuis le carrefour avec la Rd114 et sur une longueur de 85 ml
- Le revêtement de finition devra être réalisé en bi-couche depuis le carrefour avec la Rd114 sur une longueur de 85 ml et sur la largeur de la tranchée plus 15 cm d'épaulement de part et d'autre de la tranchée

Article 7 : Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : La signalisation sera établie sur la base de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière et des schémas CF12, CF13 et DC61 du manuel du chef de chantier. L'entreprise balisera de jour et de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux sur la base des schémas DT 3 du manuel du chef de chantier – routes bidirectionnelles. La personne responsable du chantier, qui pourra être appelée 24h/24h pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est : **Monsieur DELAPORTE MATHIEU** : Tél. : **06.26.49.39.82** / mail : **provence.reseaux@wanadoo.fr**

Article 9 : La signalisation réglementaire du chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise SNPR.

Article 10 : Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication ou affichage ou à sa notification aux intéressés et, après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 11 : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires et antérieures pendant la durée des travaux.

Article 12 : Toute infraction au présent arrêté sera réprimée conformément à la Loi. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de stationnement sera puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe conformément à l'article R.417-10 du code de la route. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de circulation sera puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément à l'article R.411-21-1 du code de la route.

Article 13 : En application des articles L.325-1 à L.325-3 du code de la route, tout véhicule contrevenant à l'interdiction prévue à l'article 2° du présent arrêté pourra faire l'objet d'une mise en fourrière immédiate, prescrite par l'Officier de police judiciaire territorialement compétent ou par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou qui occupe ces fonctions.

Article 14 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un délai de 2 mois et sur le chantier pendant la durée des travaux.

Article 15 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères - CS 88010 30941 - NÎMES cedex 09 - Téléphone : 04.66.27.37.00 - Télécopie : 04.66.36.27.86 - Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr, dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement de la publicité d'affichage.

Article 16 : Le Directeur Général des services de la commune d'Apt, le Commandant de la Brigade Territoriale d'Apt de Gendarmerie Nationale, le Chef du service voirie de la collectivité, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié en la forme administrative à **Monsieur DELAPORTE MATHIEU**. Il sera dressé procès-verbal de cette notification.

Fait à APT, le 19 octobre 2022

Par délégation du Maire,

M Franck CHEVEAU

Directeur des Services Techniques

